

CONFÉRENCE SUR “LES DIMENSIONS DE GENRE DANS LA CORRUPTION”

Concept
Prague, 13 décembre 2013

organisée par
le Groupe d'États contre la corruption
sous les auspices du Président du Sénat
et du ministère de la Justice
de la République tchèque



CONTEXTE

Pour le Conseil de l'Europe, la corruption constitue une menace grave à la promotion et à la défense des valeurs fondamentales que sont la démocratie pluraliste, les droits de l'homme et l'État de droit en Europe. Pour lutter contre la corruption, il suit une **approche pluridisciplinaire** et a adopté pour cela des instruments juridiques multidimensionnels¹. Ces instruments sont conçus pour renforcer la capacité démocratique, juridique et institutionnelle à résister à la corruption ainsi qu'à la détecter et à la sanctionner lorsqu'elle se produit. Ils couvrent entre autres l'incrimination de la corruption dans les secteurs public et privé, la responsabilité et la compensation pour les dommages causés par la corruption, le comportement des agents publics, le financement des partis politiques et des campagnes électorales et comportent vingt principes directeurs pour la lutte contre la corruption.

Depuis 1999, le **Groupe d'États contre la corruption (GRECO)**² assure le monitoring de la mise en œuvre de ces normes et promeut des mesures effectives de lutte contre la corruption dans les États membres. Au fil des ans, il est devenu le mécanisme multilatéral central en Europe pour ce qui est de la lutte contre la corruption, fondant sa réputation sur des évaluations scrupuleuses et des recommandations constructives. Cependant, les instruments juridiques du Conseil de l'Europe en matière de lutte contre la corruption ayant été établis de manière à être neutres sur le plan du genre, jusqu'à récemment, le GRECO ne participait pas activement aux débats sur la relation entre le genre et la corruption.

Dans l'intervalle, le **lien entre genre et corruption** est devenu un sujet intéressant beaucoup les organisations internationales mondiales, la société civile et les chercheurs universitaires, avec deux thèmes revenant régulièrement dans les conclusions des travaux de recherche :

- l'impact différencié de la corruption sur les femmes et sur les hommes, et
- la relation entre les niveaux de corruption et la participation/représentation croissante des femmes (en d'autres termes la parité entre les sexes).

La **recherche préliminaire** menée par le GRECO a conclu que, dans les pays où l'égalité entre les sexes a progressé ou progresse, et où la lutte contre la corruption est fermement établie, les deux problématiques commencent à converger. Ainsi, selon la déclaration de la Directrice de la Commission indépendante chargée d'examiner les plaintes contre la police, le harcèlement sexuel et les abus pratiqués par des fonctionnaires de police en Angleterre doivent être reconnus comme « un pan distinct de corruption » et la police doit identifier ce type de comportement et faire en sorte qu'il ne se produise pas³. En Islande, une Commission spéciale d'enquête a été établie par le Parlement pour analyser les causes de la faillite de trois des plus grandes banques en 2008. Une étude sur les dimensions de genre des conclusions parlementaires a ensuite été commanditée pour examiner les causes du point de vue des femmes comme de celui des hommes⁴. En Ukraine, une étude s'est penchée sur les aspects de genre dans la corruption dans l'enseignement supérieur et, en Autriche, une stratégie de lutte contre la corruption, en cours d'élaboration, devrait inclure dans son périmètre les dimensions de genre.

1. http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/greco/documents/instruments_en.asp.

2. www.coe.int/greco.

3. Sexual Predators in police 'must be rooted out.' Le Guardian, 20 septembre 2012 (édition électronique : <http://www.guardian.co.uk/uk/2012/sep/20/sexual-predators-police-rooted-out>)

4. Einarsdóttir, T. et G.M. Pétursdóttir (2010) *An analysis of the report of Althing's Special Investigation Commission from a gender perspective* (extraits en anglais), Faculté de sciences politiques, Université d'Islande.

La relation entre genre et corruption est donc explorée actuellement dans un certain nombre de contextes dans les États membres du GRECO, et c'est sur cette base que le GRECO va lancer son premier débat multilatéral sur la question. Le fait qu'une attention moindre ait été accordée aux questions de genre et de corruption dans le cadre des activités du Conseil de l'Europe et en général dans les démocraties plus développées et plus solidement établies signifie qu'une étude de cette nature est pertinente et arrive à point nommé. La grande majorité des États membres du GRECO soutient l'exploration de la perspective de genre dans les travaux du GRECO, estimant que cela peut potentiellement les enrichir.

PRISE EN COMPTE TRANSVERSALE DES QUESTIONS DE GENRE AU CONSEIL DE L'EUROPE

Pour le Conseil de l'Europe, il y a égalité entre les sexes en cas d'égalité de visibilité, d'autonomisation et de participation des deux sexes à toutes les sphères de la vie publique et privée. L'inverse de l'égalité entre les sexes n'est pas la différence, mais l'inégalité, entre les sexes⁵. Le concept d'égalité entre les sexes a ainsi évolué et, si le refus de distinguer entre les sexes ou d'adopter une neutralité stricte a sans doute eu son utilité dans le passé, l'importance de la différence entre les sexes est désormais clairement acceptée. Le Conseil de l'Europe est persuadé que toutes ses activités sectorielles doivent être concernées par **la prise en compte transversale des questions de genre**, le processus qui permet d'inclure une perspective de genre dès les premières étapes de planification et jusqu'aux décisions finales concernant une politique ou la mise en œuvre dans un domaine spécifique. Cette approche permet de garantir qu'à mesure de leur développement, les travaux sont examinés selon les perspectives de groupes de population différents - spécifiquement les femmes et les hommes -, afin que les décisions prises soient fructueuses pour l'ensemble. Cette approche est davantage une méthode permettant de progresser en matière d'égalité entre les sexes, mais n'est pas un but en soi.

OBJECTIFS DE LA CONFÉRENCE

La conférence aura un certain nombre d'objectifs, notamment :

- sensibiliser davantage les États membres du GRECO à l'impact direct et néfaste de la corruption sur les individus et les groupes dans des contextes nationaux/locaux différents, en mettant particulièrement l'accent sur les femmes en tant que membres plus vulnérables de la société ;
- échanger des informations sur la recherche existante au niveau national concernant spécifiquement les expériences de corruption sexospécifiques et les mesures différenciées selon le sexe prises pour prévenir et éradiquer la corruption ;
- promouvoir la collecte de données nationales ventilées par sexe et faciliter la recherche, afin de mieux identifier et évaluer les secteurs potentiellement à risque ;
- soutenir l'inclusion plus large d'une perspective de genre dans les politiques/

5. Document d'information sur l'action du Conseil de l'Europe dans le domaine de l'égalité entre les sexes CM/Inf(2008)41 20 octobre 2008.

stratégies nationales de lutte contre la corruption et sensibiliser les organes de supervision nationaux à la nécessité de devenir plus réactifs aux manifestations sexospécifiques de la corruption ;

- servir de forum pour les acteurs clés de la prévention et de la lutte contre la corruption au niveau national ;
- discuter des initiatives sexospécifiques possibles de lutte contre la corruption qui pourraient être menées par le GRECO et ses États membres au-delà de 2013.

MÉTHODES DE TRAVAIL

La conférence se déroulera sous la forme d'une discussion plénière **d'une journée**. La Session I examinera les dimensions de genre de la corruption au niveau national dans les États membres du GRECO ; elle sera suivie d'une Session II qui analysera les approches globales et régionales visant à identifier les impacts sexospécifiques de la corruption et à élaborer des solutions tenant compte de cette dimension. La Session III reviendra ensuite sur la prévention efficace et les réponses à la corruption aux niveaux national et subnational, en s'appuyant sur la puissance individuelle et collégiale des parties prenantes concernées. À l'issue de la conférence, les conclusions seront présentées par le Rapporteur général.

Les langues de travail de la conférence seront **l'anglais, le français et le tchèque**.

PARTICIPANTS

La conférence réunira environ **80 participants** émanant des États membres du GRECO, notamment :

- des représentants de gouvernements
- des parlementaires
- des représentants de la justice
- des collectivités locales et régionales
- des représentants de la société civile, du monde académique et des médias
- des organisations internationales

RÉSULTATS ATTENDUS DE LA CONFÉRENCE

La conférence devrait atteindre les résultats suivants :

- diverses parties prenantes dans les États membres du GRECO comprendront et évalueront mieux les dimensions sexospécifiques existantes de la corruption ;
- lors de l'examen de la typologie et des effets de la corruption dans les différents contextes nationaux et locaux, la question du genre sera examinée de manière plus délibérée ;

- les dimensions de genre dans la corruption seront identifiées plus précisément et incluses de manière plus systématique dans la conception de politiques/stratégies nationales de lutte contre la corruption ;
- un accord sera trouvé sur un certain nombre d'initiatives clés devant être menées par le GRECO et ses États membres en, vue d'évaluer et de traiter les manifestations sexospécifiques de la corruption.

LIEU DE LA CONFERENCE

Wallenstein Palace

Sénat du Parlement de la République tchèque

Valdštejnské náměstí 17/4

Praha 1, 118 01

http://senat.cz/informace/z_historie/palace/videogalerie/index.php?ke_dni=12.08.2013&O=9#hlavni_sal

http://www.mapy.cz/#!d=addr_8938201_1&x=14.407167&y=50.090142&z=16&t=s

CONTACTS AUPRÈS DES ORGANISATEURS

Ministère de la Justice de la République tchèque

M^{me} Helena LIŠUCHOVÁ

Directrice ad interim du Service de la coopération internationale

Ministère de la Justice de la République tchèque

Tel : +420 221 997 942

E-mail: HListuchova@msp.justice.cz

Groupe d'États contre la Corruption (GRECO)

M^{me} Lioubov SAMOKHINA

Administratrice

Tél : +33 3 88 41 20 24

E-mail: lioubov.samokhina@coe.int

M^{me} Laure PINCEMAILLE

Assistante

Tél : +33 3 90 21 44 39

E-mail: laure.pincemaille@coe.int

www.coe.int/greco



Group of States against Corruption
Groupe d'États contre la corruption

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE